

Université de l'Ontario français

Le Nord veut avoir son mot à dire sur la gestion

Andréanne Joly et Julien Cayouette

ONTARIO

Lundi, le gouvernement ontarien confirmait son intention de créer une université de langue française à Toronto et rendait public le rapport du Conseil de planification pour une université de langue française, déposé le 30 juin par sa présidente, Dyane Adam. Le gouvernement a aussi annoncé son intention de présenter un projet de loi à l'automne pour réaliser le projet.

Recommandations clés

- Que le gouvernement investisse les fonds de démarrage et d'urgence et d'immobilisations nécessaires à la mise en œuvre de l'université de langue française.
- Que le gouvernement soumette un projet de loi à l'Assemblée législative qui dote l'Université de langue française d'une charte autonome lui conférant :
 - tous les pouvoirs nécessaires pour réaliser ses objectifs et sa mission particulière;
 - la possibilité de s'affilier à d'autres institutions et celle d'affilier d'autres institutions;
 - des structures de gouvernance et de gestion autonome et d'expression française, reflétant la diversité francophone du Centre-Sud-Ouest et de la province et d'un conseil universitaire (sénat);
 - et que cette nouvelle université porte le nom suivant : «Université de l'Ontario français».
- Que l'université soit située au centre-ville de Toronto.
- Que le ministère de l'Enseignement supérieur et Formation professionnelle favorise et appuie au sein du gouvernement la création du Carrefour francophone du savoir et de l'innovation et qu'il sollicite à cet effet le soutien financier du gouvernement fédéral.
- Que le ministère de l'Enseignement supérieur et Formation professionnelle favorise tienne compte de l'urgence pour le Collège Boréal de finaliser le choix de son nouveau site d'ici la fin de l'été 2017, afin de garantir la livraison de son nouveau campus à temps pour septembre 2020.

Le rapport recommande que cette université ouvre ses portes en 2020 au centre-ville de Toronto, dans un carrefour «facilement accessible», souhaite le président de l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario, Carol Jolin, où se retrouveront divers services francophones. À Toronto, «on dit que 97 % des étudiants s'en vont du côté anglais, en préférant aller dans des universités qui sont près de leur domicile», plaide M. Jolin.

Cette situation pourrait servir le Collège Boréal, puisque son campus de Toronto doit quitter ses locaux de la rue Yonge en 2020. Le rapport Adam presse même le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Formation professionnelle d'agir pour que le Collège puisse «finaliser le choix de son nouveau site d'ici la fin de l'été 2017, afin de garantir la livraison de son nouveau campus».

Cet alignement présenté par Dyane Adam est bien accueilli par le Collège Boréal. «[La ministre de l'Enseignement supérieur] Deb Matthews, la ministre [des Affaires francophones Marie-France] Lalonde, la première ministre, tous les partis sont au courant de l'importance de faire avancer [notre] dossier rapidement, qu'on doit avoir des installations pour le 1er septembre 2020», indique le président Daniel Giroux.

Hearst ne veut pas attendre

Pour ce qui est du modèle d'apprentissage proposé dans le rapport Adam, le recteur de l'Université de Hearst y reconnaît l'Université de Hearst, en version amplifiée. «Ils parlent de transdisciplinarité, d'apprentissage expérientiel, de l'importance des stages, des petites classes, de living labs, avec un modèle de pédagogie active plutôt que transmissive», cite le recteur de Hearst, Luc Bussièrès, qui appuie la création d'une université dans le Centre-Sud-Ouest et qui croit que l'accès aux études universitaires en français est aussi nécessaire dans cette région que dans le Nord de la province.

Le rapport invite l'Université de Hearst, l'Université Saint-Paul et l'Université de Sudbury à joindre la nouvelle université de

langue française en 2020. «Il faudra se désaffilier (de l'Université Laurentienne, dans le cas des universités de Hearst et de Sudbury et de l'Université d'Ottawa pour St-Paul) pour se réaffilier à la nouvelle université», précise le recteur.

Dès la sortie du rapport, M. Bussièrès entendait approcher l'Université Saint-Paul et l'Université de Sudbury pour s'assurer d'être un partenaire actif dans la création de l'institution qui aura une incidence sur son avenir d'université de langue française en Ontario.

«Il y a trop de choses en jeu pour qu'on attende de voir ce qu'ils vont faire et qu'il nous reste juste l'option de nous désaffilier de la Laurentienne et d'aller avec eux sans avoir notre mot à dire», indique le recteur et qui propose qu'un futur réseau ressemble au modèle de l'Université du Québec, qui a des campus en Gaspésie, au Saguenay, à Montréal, en Abitibi...

D'ailleurs, l'Université de Hearst est présentée dans le rapport Adam comme pionnière et experte «dans l'offre de services en contexte régional, en gestion multicampus et de petites classes, et en matière d'enseignement en bloc enrichirait le réseau de l'Université de langue française».

Sudbury veut partager

La rectrice de l'Université de Sudbury, Sophie Bouffard, confirme le désir de son institution de participer aux discussions dès le départ. «Notre intention est de poursuivre la discussion. On a vu des liens entre le type de programmation proposée et ce que nous on fait déjà», note-t-elle.

Contrairement à M. Bussièrès, elle hésite encore à parler d'affiliation, mais la porte est ouverte aux partages de cours, même s'il reste beaucoup de discussions et de travail à faire pour en arriver là.

«Ce qui est souhaité de toutes les institutions, c'est de ne pas fragiliser ce qui est déjà là, mais bien de bonifier et d'être capable d'offrir plus de programmation en français, d'où l'intérêt des collaborations et des partenariats», souligne la rectrice.

Mme Bouffard se réfère au rapport où plusieurs des domaines d'études suggérés sont déjà près de l'offre existante à l'UdeS. Dont le créneau de la pluralité humaine dans lequel s'insèreraient bien les cours de philosophie, d'éthique, d'études autochtones, de sciences religieuses, de «folklore et ethnologie, qui est centrée sur l'expérience franco-ontarienne, ce

qui peut être centrale dans notre offre de partenariat et de travaille avec cette future entité universitaire».

Elle poursuit avec la culture numérique, également mentionnée comme domaine fer-de-lance dans le rapport, et les liens possibles avec le programme de journalisme et le Labos médias.

Un engagement trop limité

L'historien Serge Miville, originaire de Smooth Rock Falls, qui suit de près le dossier, plaide aussi en faveur du modèle en réseau et pour que la nouvelle université ne soit pas concentrée en un seul lieu.

Il aurait d'ailleurs souhaité que le gouvernement de l'Ontario s'engage fermement auprès de l'ensemble des francophones de la province plutôt que de se concentrer sur l'offre de services à Toronto.

«Le gouvernement provincial s'engage seulement à offrir la gestion "par et pour" à Toronto, pas dans l'Est et le Nord», dit-il, plaidant que des programmes offerts en collaboration avec des institutions bilingues «n'équivaut pas à la gestion "par et pour", car ce sont les sénats des institutions bilingues qui peuvent abolir et créer des cours et des programmes en français». Pour lui, intégrer les programmes francophones à l'université de langue française est une condition sine qua non. En ce sens, l'historien estime que le rapport Adam ne va pas assez loin dans la question de la gestion de l'université de langue française.

La question de la gestion

D'ailleurs, le recteur de l'Université de Hearst souhaite en savoir plus sur le sujet, qu'il trouve abordé avec ambiguïté, dans le rapport Adam. Il estime que le nombre de joueurs que le rapport suggère d'engager dans le processus de création de l'université est trop important. «J'essaie de m'imaginer comment on va assoir tout le monde autour de la table. À moins que la loi soit très contraignante, [les mentors] vont vouloir avoir leur mot à dire.»

Chose certaine, c'est que le Collège Boréal, intégré au rapport Adam, ne veut pas prendre part à la gestion de la nouvelle université. Son président, Daniel Giroux, estime qu'à titre de partenaire dans le carrefour proposé, il serait sage que le Collège soit impliqué dans le comité de planification, mais n'est pas intéressé à ce que Boréal devienne un collège universitaire.

Réactions au rapport Adam

De très positif à très négatif

Andréanne Joly et Bienvenu Senga

ONTARIO

Les réactions ont été nombreuses lundi et mardi après le dévoilement du rapport du Conseil de planification pour une université de langue française.

Pour la ministre des Affaires francophones de l'Ontario, Marie-France Lalonde, il s'agit d'un «jalon important pour les francophones de l'Ontario ainsi que pour les générations futures».

Il semble que les deux autres principaux partis soient d'accord, souligne le président de l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario, Carol Jolin, lorsqu'on lui demande s'il s'agit d'une annonce électoraliste. «On passe d'une pile de rapports à quelque chose de concret, à un pro-

jet de loi déposé à l'automne», dit M. Jolin, qui espère que tout s'enchaînera rapidement.

D'ici là, l'Assemblée, le Regroupement étudiant franco-ontarien (REFO) et la Fédération de la jeunesse franco-ontarienne (FESFO), instigateurs du projet, entendent se donner le temps de lire le rapport de 150 pages avant de tenir une conférence de presse conjointe au cours des prochains jours.

De son côté, le chef conservateur de l'Ontario, Patrick Brown

a rapidement réagi, se disant heureux que l'Ontario s'apprête à franchir une nouvelle étape dans ce dossier. Il indique aussi rester «sceptique que Kathleen Wynne fasse une autre fausse promesse électorale».

Pour sa part, le président de l'Association franco-ontarienne des conseils scolaires catholiques, Jean Lemay, se dit «impatience de dire à nos élèves [...] que leurs efforts et leurs réussites ont porté fruit, et que, oui, ils pourront finalement se prévaloir d'une université conçue pour eux».

L'AEF prend ses distances

Dans un communiqué de presse publié le 29 août, l'Association

des étudiant.e.s francophones de l'Université Laurentienne (UL) s'oppose aux recommandations du rapport Adam.

Selon le vice-président aux affaires socioculturelles et services de l'UL, Stéphane Bazinet, le rapport fait fi des besoins des étudiants francophones actuellement inscrits aux institutions bilingues dont l'UL. «Nos services ne sont peut-être pas parfaits, mais ils pourraient être améliorés. Qu'arrivera-t-il si les fonds qui sont déjà limités sont partagés avec une nouvelle institution?», demande-t-il.

L'AEF indique ne jamais avoir été consultée au cours du processus d'élaboration du rapport qui aurait dû inclure une «stratégie

qui tient compte des universités bilingues».

L'Association s'inquiète également de l'impact que pourrait avoir l'Université de l'Ontario français sur les liens qu'entretient l'UL avec certains de ses partenaires communautaires. M. Bazinet offre en guise d'exemple la future Place des Arts du Grand Sudbury, qui devrait abriter le programme de théâtre de l'UL. «Si jamais tous les étudiants en théâtre décidaient de fréquenter l'Université de l'Ontario français, la Place des Arts perdrait un locataire. On ne veut pas qu'un aussi beau projet communautaire souffre de l'arrivée d'une nouvelle université à Toronto, qui pourrait même ne pas réussir», prévient-il.